

GROUPE COLLEGES 5

Concours d'éloquence Jeunes ambassadeurs 2023-2024

Collège Hector Berlioz, Nantes, Groupe 1 (Alexandre Goût, Hayden Guyonvarch, Eden-Lee Latournald, Lou Potereau-Arnaud, Gabriel Presutto)

-Voix off : Lundi 4 novembre 1968. Suite aux Jeux de Mexico qui se sont tenus du 12 au 27 octobre, l'ambassadeur des États-Unis au Mexique fait un compte-rendu téléphonique au secrétaire d'État des États-Unis.

-Dean Rusk : Bonjour Fulton. Dean, à l'appareil.

-Fulton Freeman : Bonjour Dean. Comment allez-vous ?

-Dean Rusk : Bien, merci ! Vous devinez la raison de mon appel, j'imagine. Je souhaiterais dresser avec vous le bilan des Jeux de Mexico.

-Fulton Freeman : Comme vous le savez, la préparation de cette 19ème édition des Jeux olympiques a été un défi au niveau de l'organisation. En décidant de nommer un pays du Tiers Monde comme pays hôte, le CIO a fait un vrai pari. Les JO auront au total coûté 1,1 milliard de dollars au Mexique. Le pays s'en sort avec 80 millions de déficit et aura besoin de notre aide, c'est certain. Et, surtout, n'oublions pas que ces Jeux ont eu lieu dans un contexte diplomatique délicat.

-Dean Rusk : En effet, Fulton. J'ai notamment eu vent de ce qui s'est passé avec l'Afrique du Sud. Pouvez-vous m'en dire plus ?

-Fulton Freeman : Leur politique d'apartheid leur avait déjà coûté une participation aux Jeux de 1964. Pour Mexico, le Comité international olympique avait dans un premier temps accepté la participation de l'Afrique du Sud à condition qu'il n'y ait aucune ségrégation entre les athlètes. Cependant, étant donné que cela ne changeait rien à la politique du pays, de nombreux pays d'Asie et d'Afrique ont menacé de boycotter les Jeux. Face à cette menace, le CIO a finalement décidé de ne pas accepter l'Afrique du Sud pour cette nouvelle édition.

-Dean Rusk : Je ne suis pas vraiment d'accord avec la décision prise par le CIO. Après tout, chaque pays a le droit de mener la politique qu'il souhaite sans être pénalisé au niveau sportif. [Il marque une pause]. Qu'importe ! Je n'oublie pas que les Jeux ont failli ne pas se dérouler à Mexico.

-Fulton Freeman : Eh bien, en effet, suite à la fusillade des étudiants qui a eu lieu à Mexico le 2 octobre, le CIO a un temps pensé à délocaliser les JO sur notre territoire mais, finalement, ces mesures n'ont pas abouti. Le soulèvement étudiant visant exclusivement le gouvernement mexicain, il n'y avait donc aucune raison que les athlètes soient touchés.

-Dean Rusk : Bon, vous le savez, avant les Jeux, le contexte était particulièrement mouvementé. D'ailleurs, vous avez failli le payer de votre vie, Fulton, avec cette bombe qui a explosé devant vous le 31 août. Hum, fâcheux ! Mais, il était malgré tout indispensable que les Jeux se déroulent à Mexico. Ils ont représenté un vrai défi en matière de modernisation du pays. Nous avons d'ailleurs apporté une aide financière importante pour créer de nouvelles installations, connecter le pays en participant à la construction

d'aéroports, notamment. Je suis certain que ce pays saura s'en souvenir et qu'il montrera de la gratitude à notre égard. Nous avons besoin d'alliés dans le contexte international très tendu actuellement. [Il marque une pause]. Fulton, j'aimerais désormais aborder avec vous un sujet sensible, à savoir le cas de Tommie Smith et John Carlos, et vous donner les directives de Washington en la matière.

[Fulton Freeman s'entretient avec une conseillère de l'ambassade].

-Fulton Freeman : Oui, en effet ! Sur le moment, nous avons eu l'impression que le public n'avait pas compris ni vraiment réagi au message que les deux athlètes voulaient faire passer. Avery Brundage, le président du CIO, avait bien mis en garde les athlètes s'ils s'aventuraient à mener des actions politiques.

-Dean Rusk : Il est vrai qu'en leur retirant leur médaille, Brundage a tenu ses engagements. Mais, de notre côté, nous avons œuvré pour la plus grande fermeté en insistant pour bannir à vie ces deux athlètes afin que ce genre d'événement ne se reproduise pas. Mais, comment le public a-t-il réagi ? Car, c'est vraiment l'opinion publique qui compte.

-Fulton Freeman : Les réactions du public ont été mitigées. D'un côté, on a le public blanc qui a assez mal réagi à ce geste et de l'autre côté, il y a le public noir qui a vu cela comme un déclic et réclame désormais plus de droits. Mais, il y a le risque que cela ait donné une très mauvaise image de notre pays, de notre Nation au reste du monde.

-Dean Rusk : Eh bien, Fulton, il me reste à vous remercier pour ce bilan pertinent. N'hésitez pas à revenir vers moi si vous avez de nouveaux éléments.